

CONFÉRENCE DE PRESSE

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE

« 10% POUR LA FONCTION PUBLIQUE »

Montreuil, le 10 décembre 2020

POUR QUOI CETTE CAMPAGNE ?

Comme durant chaque épisode de crise, le rôle irremplaçable de l'intervention publique est depuis quelques mois remis en pleine lumière.

La crise sanitaire présente ajoute à cela une dimension particulière dans la mesure où de nombreux agents publics se trouvent particulièrement exposés au risque épidémique.

Dans ce contexte, tout en louant dans ses discours les agents publics, le gouvernement persiste et signe sur sa ligne fondamentalement hostile à la Fonction publique :

- ▶ poursuite des réformes régressives engagées (dont la suppression des CHSCT est un symbole éloquent)
- ▶ maintien du gel de la valeur du point d'indice que ne masquent pas les primes parcellaires, circonstancielles et discriminatoires mises en œuvre qui, rappelons-le, ne concernent qu'une minorité d'agents
- ▶ absence d'inflexion budgétaire significative sur le financement des missions et des emplois

On demande donc aux agents publics, dans des conditions fortement dégradées, de continuer à exercer leurs missions sans les rémunérer justement et sans leur donner les moyens de faire leur travail dans de bonnes conditions.

C'est parfaitement intolérable.

En tant que première organisation dans la Fonction publique, alors que les personnels sont particulièrement mis à l'épreuve dans des conditions difficiles, la CGT estime de sa responsabilité d'être à l'initiative pour porter de manière offensive les légitimes revendications des personnels, qui sont en pleine harmonie avec les intérêts des usagers des missions publiques.

POURQUOI 10 % ?

S'il ne s'agit pas d'un chiffre magique, la CGT observe qu'il fonctionne bien pour donner une indication sur le niveau d'effort nécessaire pour répondre à l'urgence et marquer une rupture avec les politiques d'austérité.

10% d'augmentation de la valeur du point d'indice, c'est la mesure nécessaire pour rattraper les pertes accumulées depuis juin 2010 et le début de la politique de gel de la valeur du point.

10% de temps de travail en moins rapporté à la durée légale, cela correspond à la revendication CGT du passage aux 32h pour travailler moins, travailler mieux, travailler toutes et tous.

10% d'efforts budgétaires concrets pour revaloriser les carrières des filières à prédominance féminine, c'est une première étape significative pour commencer réellement à réduire l'intolérable inégalité salariale entre les femmes et les hommes.

10% d'effectifs en plus, c'est commencer de répondre aux besoins criants d'effectifs, en premier lieu à l'hôpital public.

SOUS QUELLES FORMES ET AVEC QUELS PROLONGEMENTS ?

Nous publions aujourd'hui deux premiers supports de campagne avec des tracts consacrés aux emplois et aux salaires. D'autres seront publiés sur différents supports, notamment sur la question du financement.

Des initiatives seront organisées en territoire ces prochains mois.

Cette campagne des organisations CGT de la Fonction publique s'inscrit dans celles menées par la Confédération sur les services publics, les salaires, les 32h.

La présence du secrétaire général de la CGT à cette conférence de presse de lancement marque le fait qu'il s'agit d'une campagne revendicative inscrite dans un cadre large, parce que les revendications des personnels concourent à l'intérêt général, parce que pour avoir un service public de qualité, les usagers ont besoin d'agents publics en nombre, bien payés, bien formés et ayant de bonnes conditions de travail.

Les manifestations contre le projet de loi Sécurité globale, et les nombreux mouvements revendicatifs dans la période, démontrent la disponibilité pour l'action et la possibilité de réussir des mobilisations de masse.

Nous ne nous interdisons rien, bien au contraire.

Nous souhaitons que cette campagne soit utile aux personnels pour développer leurs luttes.

La CGT est à leur disposition pour agir.

La CGT demeure par ailleurs disponible sur la base de contenus revendicatifs ambitieux pour apporter sa contribution aux nécessaires processus unitaires d'intervention, comme nous l'avons fait récemment sur plusieurs thèmes (salaires, jour de carence, protection sociale complémentaire, entre autres). Parce que nous sommes convaincus que l'élévation du niveau du rapport de force passe par l'unité, la CGT entend continuer de développer la démarche intersyndicale la plus offensive et large possible.

Nous avons enfin la volonté de nourrir le débat citoyen à venir en prévision des prochaines échéances électorales, car nous pensons que les services publics et la Fonction publique, qui ont une fois de plus démontré leur efficacité au service de la Nation, méritent un grand débat citoyen. Le temps des crises est aussi celui des choix politiques, nous sommes convaincus que le choix du service public demeure aussi pertinent que porteur d'avenir. ■